



Envoyé en préfecture le 26/03/2021

Reçu en préfecture le 26/03/2021

Affiché le

ID : 034-213400229-20210304-DLM2021_008V2-DE



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-008 - Séance du 04/03/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	19	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le jeudi 4 mars à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis aux membres du conseil municipal le 25 février 2021.

Monsieur Martin FAURE est élu secrétaire de séance.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Bernard VIDAL, François RODENAS, Damien CORDEAU, Claire VITOU, François-Xavier CHAZOTTES, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Christophe DOLL, Olivier DURIX, Xavier POTAVIN, Martin FAURE.

Absent(s) représenté(s) :

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER, Christiane GAUBERT pouvoir à Christophe KASZUBA, Marie-France TEXIER pouvoir à Ludovic DUCAMP, Marie-Thérèse AMALVY pouvoir à Martin FAURE, Josiane DEVESA pouvoir à David CARBONELL, Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN, Virginie DURA pouvoir à Xavier POTAVIN, Patricia VANGREVELYNGHE pouvoir à Christophe DOLL, Olivier TAPIE pouvoir à Sandrine GAUTIER, Emilie CHENOT pouvoir à Bernard VIDAL.

Le conseil municipal ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 ;

Vu l'information du comité technique paritaire en date 1^{er} mars 2021 ;

Vu l'avis favorable du comité technique du 1^{er} mars 2021 ;

Considérant la nécessité de fixer la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ;

Considérant que la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée en tout ou partie, sous la forme de repos compensateur. A défaut d'une compensation sous forme d'un repos compensateur, l'heure supplémentaire est indemnisée ;

Que le montant de l'indemnité horaire est calculé en fonction de l'indice détenu par l'agent, dans les conditions suivantes :

- taux applicable pour les 14 premières heures supplémentaires effectuées dans le mois : montant annuel du traitement brut et de l'indemnité de résidence divisé par 1820, puis multiplié par 1,25.

- taux applicable pour les heures supplémentaires au-delà de 14 effectuées dans le mois : montant annuel du traitement brut et de l'indemnité de résidence divisé par 1820, puis multiplié par 1,27.

Il convient de rappeler que cette liste des emplois s'apprécie à la lecture de l'article 2 du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 qui indique que :

« Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées, dès lors qu'ils exercent des fonctions ou appartiennent à des corps, grades ou emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, aux fonctionnaires de catégorie C et aux fonctionnaires de catégorie B ».

En l'espèce, la collectivité fait appel aux heures supplémentaires :

- lors d'évènements particuliers (fête d'été, d'hiver, diverses) ;
- pour faire face à un absentéisme du personnel grevant la continuité du service public ;
- lors des élections.

Il est proposé :

- De faire appel aux heures supplémentaires :
 - lors d'évènements particuliers (fête d'été, d'hiver, intempéries, manifestations diverses) ;
 - pour faire face à un absentéisme du personnel grevant la continuité du service public ;
 - lors des élections.
- De fixer la liste des emplois de catégorie B et C éligibles aux heures supplémentaires suivante :

Catégorie	Service	Cadres d'emplois	Fonctions
C	Police Municipale	Brigadier-chef, chef de service	agent de police, chef de la police
C et B	Services administratifs	Adjoint administratif, rédacteur	agent d'état civil, agent d'accueil, agent gestionnaire, assistant, secrétaire, responsable
C et B	Service jeunesse	Adjoint administratif, adjoint d'animation, adjoint technique, ATSEM	animateur, intervenant, responsable
C	Crèche	Adjoint administratif, adjoint technique, auxiliaire de puériculture	agent d'entretien, agent de crèche
C	Services techniques et urbanisme	Adjoint technique, agent de maîtrise, adjoint administratif	agent de maintenance, secrétaire, responsable, instructeur, agent d'accueil
C	Médiathèque	Adjoint administratif, adjoint du patrimoine	agent d'accueil, responsable
C	Communication	Adjoint administratif	agent gestionnaire, responsable
C	Direction informatique	Adjoint technique, technicien	technicien, responsable
C	Entretien général	Adjoint technique	agent d'entretien, responsable

Sur le rapport d'Elisabeth MAZOLLIER, adjointe au maire,
animations et manifestations.

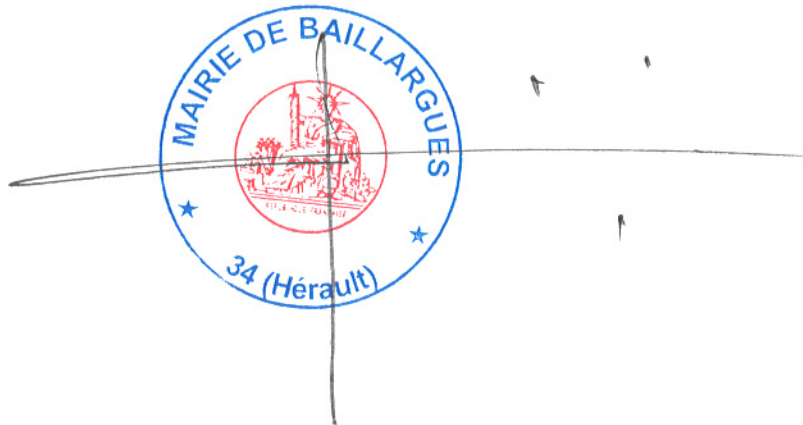
Envoyé en préfecture le 26/03/2021
Reçu en préfecture le 26/03/2021
Affiché le 
ID : 034-213400229-20210304-DLM2021_008V2-DE

ADOpte à l'unanimité cette délibération,

Pour extrait conforme,

Le jeudi 4 mars,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.